

Extract of Pour Info - FSU - En ligne

<http://pourinfo.fsu.fr/CDFN-18-et-19-mai-Texte-Action.html>

CDFN 18 et 19 mai - Texte Action

- Archives - Année 2009-2010 - N°463 - Du 17 au 21 mai - 2010 -

Publication date: vendredi 21 mai 2010

Copyright © Pour Info - FSU - En ligne - Tous droits réservés

Dans un contexte où la crise économique, financière et sociale connaît un nouveau rebond, le gouvernement français a saisi l'occasion de la situation faite à la Grèce et les inquiétudes bien réelles des salariés face à cette crise pour annoncer son plan de gel, en valeur, des dépenses de l'Etat. Mais ce gel des dépenses publiques aura de lourdes conséquences sur l'appauvrissement des services publics et de la Fonction publique, les salaires, l'emploi, les budgets sociaux et sur le financement des retraites.

Le gouvernement cherche à déplacer le débat sur les causes de la crise économique et à détourner l'opinion des vrais responsables de la crise. Si la question de la dette se pose, c'est aussi parce qu'elle sert de moyen de transfert des richesses de la masse des salariés à certaines entreprises, aux rentiers et aux spéculateurs.

La « crise grecque » qui s'étend à d'autres pays est le résultat des choix de rentabilité maximum des banques et établissements financiers prêts à spéculer sur les Etats mais aussi le résultat des choix économiques et sociaux des gouvernements et institutions européennes (dont la BCE) et du FMI. Dans toute l'Europe, le même remède s'impose pour la commission et les gouvernements : réduction des dépenses publiques et sociales, de l'investissement public, avec des conséquences lourdes pour l'emploi, les salaires, les retraites et la protection sociale. Cette situation impose de repenser la construction européenne notamment en remettant en cause les politiques génératrices de dumping social ou fiscal ou de déflation salariale et en interrogeant les dispositifs d'aide et le rôle de la BCE pour la solidarité entre les pays européens, au service des populations et de l'environnement. La FSU appelle à signer la pétition lancée par une coalition de syndicats et organisations pour une taxe sur les transactions financières www.makefinancework.org/?lang=fr/

En France, la crise a déjà coûté 600 000 emplois, le taux de chômage avoisine les 10%, et 100 000 emplois de fonctionnaires ont été supprimés depuis 2007. Alors que le gouvernement poursuit la mise en oeuvre de la RGPP, dans toutes ses dimensions structurelles, budgétaires et managériales, il nous annonce encore la réduction des dépenses publiques pour les 3 années à venir. Il entend poursuivre le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Les négociations salariales triennales programmées dans les prochaines semaines s'avèrent déjà menacées d'un gel des traitements.

De même sur les retraites, si le document d'orientation remis par le gouvernement se veut habile dans la forme il est sans concession sur le fond, si les retombées des décisions sont prévues de manière « progressive », il s'obstine à privilégier la piste de l'allongement de la durée d'activité. En utilisant de fausses évidences et les scénarios catastrophes, (même si le rapport du COR permet de montrer l'impact de l'accroissement à venir des déficits lié à la crise et mettrait en évidence que le financement des retraites est possible dans une société où les richesses sont censés se multiplier), le gouvernement veut imposer l'idée que la seule solution est de travailler plus longtemps sans dire aujourd'hui s'il utilisera pour cela le recul de l'âge légal du départ à la retraite ou/et l'augmentation de la durée de cotisation. La FSU rejette ces orientations gouvernementales.

La persévérance des organisations syndicales à placer la question du financement des retraites comme un enjeu majeur pour assurer l'avenir du système par répartition a obligé le gouvernement à parler de la nécessité de trouver de nouveaux financements par une contribution spécifique sur les hauts revenus, mais qui sera exceptionnelle et bien en de ça des possibilités et des besoins.

Le gouvernement continue de mentir sur le niveau des pensions car depuis les réformes précédentes celui-ci a diminué et les mesures prévues par le document d'orientation vont encore accentuer cette tendance incitant ainsi les salariés à se tourner vers des systèmes assurantiels. Il continue d'entretenir le flou sur une éventuelle « harmonisation » entre le public et le privé et notamment sur les 6 derniers mois qui se justifie par les particularités d'évolution des traitements des fonctionnaires au cours de leur carrière. La FSU ne laissera pas se faire des choix qui pénaliseraient les salariés ou remettraient en cause le Code des pensions.

Pour la FSU non seulement il est possible d'inverser les choix actuels, de prévoir les financements nécessaires mais cela est indispensable pour contribuer à plus de justice sociale, à plus d'égalité, de solidarité et de progrès social.

La FSU estime indispensable de poursuivre une campagne d'information et de propositions sur les retraites par diverses initiatives permettant de mener un vrai débat avec l'ensemble de la population. Elle s'investit notamment dans des débats syndicaux publics et les meetings organisés dans le cadre de l'appel ATTAC/Copernic qu'elle contribue à développer.

La FSU continuera de porter ses propositions dans l'opinion publique notamment par une adresse spécifique aux élus et au gouvernement.

Face à la pénurie d'offres d'emplois de qualité et de formations réellement diplômantes ou qualifiantes, à la politique coercitive déployée à l'encontre des chômeurs, une série d'occupations de services sociaux dont les CAF et les agences de Pôle emploi se déroule depuis plusieurs jours. La FSU appelle à l'unité et à la solidarité les organisations de chômeurs et de précaires et les syndicats des personnels sur la base de convergences prenant en compte les exigences de respect des droits sociaux et la nécessité de la reconstruction de Pôle emploi comme un véritable Service Public.

La FSU prend acte de la création d'une allocation exceptionnelle destinée aux chômeurs en fin de droits (environ 456 euros par mois). Son niveau est largement en deçà des besoins des personnes visées. Les conditions de versement sont drastiques (acceptation obligatoire de contrats aidés et de formations professionnelles au rabais) et son existence est limitée à 6 mois !

Il est donc toujours nécessaire d'obtenir la définition d'une nouvelle convention Unedic et un système d'allocation d'Etat offrant de façon durable un niveau d'indemnisation de l'ensemble des chômeurs corrects avec de nouvelles conditions d'ouverture des droits.

Dans l'Education, les réformes régressives (formations, lycée, gouvernance des établissements) se mettent en oeuvre, contre la majorité des personnels, sur fond de suppressions de postes et de développement de la précarité. Cette situation rendra catastrophique les conditions de la prochaine rentrée.

Quand à la formation des enseignants, l'entrée dans le métier est dorénavant basée sur le compagnonnage, sur une formation principalement faite en dehors du temps de service et avec toute absence de cadrage national. Pour la FSU, la formation des enseignants est un levier pour transformer le métier afin de permettre d'assurer la réussite de tous les élèves. La FSU a décidé avec l'UNEF une journée d'action le 20 mai qui permettra de faire un bilan des conditions catastrophiques d'entrée dans le métier des jeunes stagiaires à la prochaine rentrée, avec un service d'enseignement en responsabilité quasiment à temps plein, et de demander à nouveau l'abandon de la réforme et sa remise à plat.

Dans les universités et les IUFM, la mise en place de cette contre réforme, faute de financement, placera nombre de formateurs d'IUFM et d'UFR en sous service et menacera leur poste, l'existence de nombre de formations et d'antennes d'IUFM.

La FSU organisera des Assises (stages syndicaux ou autres formes) qui auront lieu d'ici fin juin au plan académique et avant fin 2010 au niveau national. La FSU y associera une expression des personnels dans leurs établissements.

Le rapport de la Cour des comptes pose un diagnostic sur l'Ecole qui n'est pas nouveau : le système éducatif ne réduit ni les inégalités ni l'échec. Il pose la question non seulement du fonctionnement du système éducatif mais aussi des financements. Mais une bonne partie des réponses qu'il propose vont à l'inverse de ce qui serait nécessaire et s'inscrivent d'abord dans une logique comptable.

La FSU dénonce les annonces faites suite aux Etats généraux sur la sécurité à l'école car elles ne répondent pas aux attentes et aux besoins et sont contraires à ce qui s'est dit lors des Etats Généraux. Elle s'oppose notamment à la labellisation des 100 établissements CLAIR qui organise un réseau de collèges et lycées de seconde zone avec

des déréglementations inacceptables pour les élèves comme pour les personnels. La FSU poursuivra ses actions et ses interventions pour une meilleure prise en charge des élèves, et notamment ceux en difficulté et dans les zones d'éducation prioritaire.

Par ailleurs, les informations qui parviennent de certaines académies montrent que les emplois infirmiers, dont la création à la rentrée 2010 a été annoncée, le seraient sans augmentation du plafond des emplois du programme « vie de l'élève ». Cela se traduit par la suppression d'emplois d'assistants sociaux et de CPE ou le non respect des créations d'emplois infirmiers annoncés. La FSU dénonce une telle conception alors que la crise sociale s'approfondit. Supprimer ces emplois est perçu comme une véritable provocation et prive les élèves de la présence d'équipes pluriprofessionnelles pourtant indispensables. Ce sont les recrutements de tous ces professionnels qui doivent être augmentés.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, le gouvernement poursuit sa politique de restructuration forcée du paysage, en utilisant le grand emprunt caractérisé par la quasi absence de fonds immédiatement utilisables. La FSU dénonce une telle conception qui s'accompagne de nouveaux reculs de la démocratie.

La FSU dénonce la destruction programmée des services de l'éducation nationale et exige l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois d'administratifs et d'informaticiens déconcentrés. Elle exige le maintien d'une administration publique de l'éducation nationale avec l'intégralité de ses missions et des personnels titulaires pour les mettre en oeuvre.

La FSU exige avec l'intersyndicale des informaticiens le retrait du schéma directeur des infrastructures et refuse la privatisation de l'informatique et les conséquences désastreuses qu'elle aurait en matière de confidentialité et de faisabilité. Les graves dysfonctionnements de Chorus, application réalisée par le privé est exemplaire. Elle accroît les tâches des gestionnaires et des informaticiens en raison des problèmes lourds et graves qu'elle entraîne (retards dans les remboursements pour les personnels, retards de paiement pour les fournisseurs mettant en péril les petites entreprises, retard de paiement des bourses du 2nd trimestre, retard de paiement des aides sociales...) La FSU soutiendra les rassemblements organisés.

Une délégation de la FSU et de ses syndicats participera au Forum social européen qui se tiendra du 1er au 4 juillet à Istanbul. Elle interviendra dans des séminaires sur les retraites, les services publics, l'emploi, l'enseignement supérieur, l'enseignement professionnel et l'impact de la crise sur les conditions des enseignants. Elle sera aussi partie prenante à la manifestation européenne de la Marche mondiale des Femmes le 30 juin à Istanbul.

Après le « grand débat » sur l'identité nationale à l'objectif électoraliste le plus grossier, les intentions du gouvernement sont claires avec l'ouverture d'un débat sur un projet de loi sur la burqa. Le gouvernement espère ainsi détourner l'attention des citoyens de sa politique économique et sociale injuste et de plus en plus rejetée. La FSU dénonce ces manoeuvres répétées qui divisent à dessein le corps social et menacent le vivre ensemble. Dénoncer l'existence aujourd'hui d'un projet de loi ne conduit pas à une quelconque indulgence face à ce symbole obscurantiste et d'oppression qu'est la burqa.

Attachée à la laïcité, aux respects des libertés, à l'égalité pleine et entière entre les femmes et les hommes, la FSU combat l'ensemble des violences faites aux femmes. Elle exige que des moyens soient réellement mis en oeuvre pour que les femmes contraintes de porter le voile intégral puissent le dénoncer et obtenir la protection de l'Etat et que la proposition de loi-cadre contre les violences faites aux femmes aboutisse enfin.

La FSU, engagée dans le combat pour le respect des droits humains et des libertés fondamentales s'associera à la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits » lancée par la Ligue des Droits de l'Homme. Cette campagne est destinée à réfléchir avec de nombreux autres partenaires, associatifs et syndicaux, à un "Pacte pour les droits et la citoyenneté" qui sera proposé aux futur-e-s candidat-e-s à l'élection présidentielle et dont les engagements seront rendus publics avant le premier tour.

Elle invite ses sections départementales à s'associer aux Marches des Fiertés Lesbiennes Gaies Bi et Trans qui débutent le 22 mai prochain. La FSU appelle aussi tou-te-s ses adhérent-e-s à participer massivement au week-end

de la Marche mondiale des Femmes les 12 et 13 juin à Paris.

Elle dénonce l'évacuation brutale par les CRS dont ont été victimes les familles sans logement qui campaient rue de la Croix-Nivert devant un immeuble de trente logements vide depuis 26 ans. Elle exige l'application de la loi de réquisition et le respect de la loi pour le droit au logement opposable, qui doit se traduire par le relogement de l'ensemble de ces familles. Elle réclame la construction massive de logements sociaux. La FSU sera présente au rassemblement organisé le 19 mai.

Membre des onze associations et organisations syndicales engagées aux côtés de plusieurs milliers de travailleurs sans-papiers depuis le 10 octobre 2009 dans un mouvement de grève pour des critères clairs et objectifs de régularisation des travailleurs sans papiers, la FSU se félicite des premières discussions avec les ministères de l'immigration et du travail. Mais elle reste vigilante et demande un texte précis, opposable en droit, qui puisse être appliqué partout, contrairement à la circulaire contestée du 24 novembre 2009. La FSU sera présente les 31 mai et 1er juin au contre-sommet Afrique-France à Nice « Chassés d'ici, pillés là-bas ! », qui se tient en contrepois du Sommet officiel France-Afrique.

La FSU condamne très fermement l'entrée récente d'Israël dans l'OCDE dans des conditions inacceptables avec l'incorporation par Israël dans les statistiques économiques de sa production nationale celle des colonies qu'elle a établies en Palestine. En acceptant Israël en leur sein, les pays membres de l'OCDE ont purement et simplement validé l'annexion par Israël des territoires qu'elle occupe illégalement, et ignoré la condamnation par l'ONU des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis lors du siège de Gaza. C'est inadmissible. La FSU sera aux côtés des organisations membres du Collectif national pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens lors du rassemblement destiné à dénoncer cette entrée le 26 mai prochain. Par ailleurs, la FSU réclame du gouvernement qu'il mette tout en oeuvre pour obtenir la libération de Salah HAMOURI, emprisonné en Israël depuis le 13 mars 2005. Elle soutient les militants et les syndicats qui sont poursuivis devant les Tribunaux pour avoir dénoncé la politique coloniale menée par Israël.

Dans de nombreux secteurs des mobilisations mettant en exergue les questions d'emploi, de qualification, de conditions de travail mais également celle des services publics avec la volonté de répondre aux besoins des usagers et d'assurer l'égalité d'accès se poursuivent.

C'est le cas notamment avec la tenue des Etats généraux des services publics le 5 juin et l'organisation d'Etats généraux de l'enfance le 26 mai. Dans l'Education, la FSU soutient les mobilisations en cours contre les réformes et leurs effets, notamment sur les conditions d'accueil des stagiaires. Dans le secteur de la petite enfance, la FSU soutient l'appel du collectif pas de bébés à la consigne pour une initiative nationale le 29 mai 2010.

C'est le cas notamment de la bataille menée dans les services du Ministère de l'Agriculture, par l'intersyndicale CGT, FSU (SNETAP et SYGMA) et Solidaires en occupant depuis plusieurs semaines une par une les Directions Régionales de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt. Souvent évacuées par les CRS, les mobilisations continuent et ont permis d'obtenir une 2ème négociation avec le Ministre de l'Agriculture ; après celle obtenue lors de l'intervention de plusieurs centaines d'agents au Salon de l'Agriculture.

Face à la situation, la journée du 27 mai décidée par l'intersyndicale est une étape majeure. La FSU appelle à tout mettre en oeuvre pour en assurer la réussite. Elle appelle tous les personnels à être en grève ce jour-là et à participer massivement aux manifestations pour défendre l'emploi, les salaires et les retraites. Cette journée doit être intégrée dans un véritable plan d'action interprofessionnel, le plus unitaire possible, construit dans la durée, s'appuyant sur des propositions alternatives offensives, s'articulant avec des mobilisations européennes.

La FSU proposera à ses partenaires de construire dès le mois de juin des suites au 27 pour maintenir et augmenter le rapport de force pour préparer une riposte unitaire et massive dès la rentrée.

Les retraités FSU dans l'action le 27

La SFR-FSU appelle les retraités des syndicats de la FSU à participer massivement aux manifestations du 27 mai, sous leurs banderoles FSU et dans les configurations unitaires départementales avec les autres UCR.

Le gouvernement utilise la crise pour s'obstiner dans une politique nocive pour les salariés et les retraités...

Rigueur pour les uns, jeux en Bourse pour les autres alors qu'un retraité sur 11 est au-dessous du seuil de pauvreté, qu'un sur 8 recourt à l'aide alimentaire, que 30% des femmes retraités a moins de 700 Euros par mois, que les dépenses de santé grèvent les budgets à hauteur de 10%, que l'APA est insuffisante... et qu'aucun des « engagements » du gouvernement ne laisse envisager la moindre amélioration sur l'ensemble de ces points pour les retraités actuels et futurs.

Il faut assurer dans la solidarité une retraite épanouissante pour tous. Vigilance et mobilisation unitaire sont à l'ordre du jour.